

# LA PREPARATION DE LA REVOLTE DE 1947 DANS LA REGION DE FORT-DAUPHIN

par

R. Benjamina RAMANANTSOA

Trente deux années sont déjà passées, depuis cette fameuse « affaire » du 29 mars 1947.

Beaucoup d'entre nous ici présents en ont été peut-être témoins, peut-être acteurs ou à défaut en ont entendu parler car ce sujet reste étonnamment d'actualité et cette « faim d'Histoire » à propos de 1947 se trouve revigorée par la conjoncture socio-politique actuelle de Madagascar.

Des études, des interviews, des biographies, des analyses, des discours foisonnent et fleurissent depuis quelques années et notamment depuis 1972, chute du régime P.S.D. néo-colonial.

J'en conviens que « les souvenirs d'oppression et de lutte valorisent la capacité politique du peuple, son aptitude à prendre en main ses affaires » (1) mais « celui qui fait au peuple de fausses légendes révolutionnaires, celui qui l'amuse d'histoires chantantes est aussi criminel que le géographe qui dresserait des cartes menteuses pour les navigateurs » (2).

Cette « affaire » de 1947 a été trop longtemps déformée, mutilée dans sa nature et quant à ses acteurs.

Pour nous, on ne peut comprendre 1947 que si on le place dans sa véritable perspective historique.

Pour ce faire, il nous faut analyser avec rigueur ce mouvement. En parler en termes critiques n'est pas un sacrilège mais un devoir.

---

(1) Jean Chesnaux : *Du passé faisons table rase.*

(2) Lissagaray : *Histoire de la Commune.*

Les barrières n'ont jamais été bien sévères entre la réflexion politique et le savoir historique. La nouvelle lecture de 1947 que nous proposons est tout aussi politique, tout aussi sensible à nos choix politiques face aux sommations de notre temps.

Il nous faut comprendre une situation, un phénomène de masse de la vie sociale pendant la colonisation. Comprendre cette situation, c'est comprendre l'importance et la signification des rôles joués ; comprendre ces rôles, c'est comprendre les institutions donc les cadres politiques dans lesquels ces hommes agissaient et donc saisir les imbrications sociales de leurs actions.

Un fait est certain : quelles qu'en soient les vicissitudes et «la rectitude du procès-verbal humain», un peuple longtemps bafoué, réduit à l'état de sujet, objet d'une dépossession radicale et même d'une disqualification progressive, ce peuple qui prend conscience de sa situation et qui veut dorénavant recouvrir son intégrité territoriale, sa dignité et son identité, ce peuple s'est levé par une nuit de mars 1947. Face à la puissance matérielle de l'occupant, les moyens dont il disposait, étaient dérisoires. Mais il avait osé car il avait la foi patriotique.

Plus de cent mille Malgaches ont pris les armes et ont mené une guerre de guerillas contre l'occupant, mais cette révolte, voulue générale, a été désamorcée dans les autres régions de l'île.

Le soulèvement populaire de mars 1947 fait partie intégrante de la lutte du peuple malgache contre le colonialisme, de la lutte de libération nationale.

« La résignation du peuple vous donnera la mesure exacte des injustices et des maux qui lui seront imposés et cela jusqu'à ce qu'il se révolte par la parole ou par l'action violente ».

« La puissance des Tyrans est fonction directe de l'endurance des opprimés » (3).

Et ce sont les tenants d'une politique de «petits pas» et de compromission avec la puissance coloniale qui dénigrent l'action de masse de 1947.

Dès 1946, la situation générale de l'île favorisait une émulation «indépendantiste» du Malgache : meetings électoraux, réunions d'informations, action des militants M.D.R.M., regain d'activité des sociétés secrètes JINY et PANAMA favorables à une lutte armée.

Ces sociétés secrètes, responsables du déclenchement de «l'affaire de 1947», menaient auparavant des actions assez isolées dans l'espace et dans le temps, mais il s'est trouvé qu'à la veille de mars 1947, leurs membres multipliaient réunions et recrutements un peu partout dans l'île, surtout après la fusion des deux Etats-Majors JINY et PANAMA.

---

(3) Frederick Douglas : Interview à *Afrique-Asie*, 1977.

Dans le cas de la région de Fort-Dauphin, dépositions de témoins, d'inculpés, rapport des divers chefs de poste attestent que la vie sociale et politique de la région a été troublée au cours de l'année 1946 par des propagandistes et des réunions autorisées ou non-autorisées. Tout événement social était un prétexte pour tenir un *kabary* (par exemple, les funérailles).

D'ailleurs tout comme dans les autres régions de l'île, nombreux ont été les inculpés pour :

- « menées anti-nationales,
- Propos, actes et manœuvres anti-français,
- Outrage par geste ou parole d'un citoyen chargé d'un ministère de service public,
- Organisation ou provocation d'un attroupement non-autorisé ».

Il y eut même des inculpations en raison du mauvais renom et pour des propos jugés subversifs tenus, tel a été notamment le cas de Monja Jaona et Vonteraka Abel (4), Monja Jaona étant une des figures historiques et authentiques de la lutte de libération du peuple malgache contre toute forme de domination et d'exploitation.

On ne préparait le Malgache qu'à défier les *Vazaha*. Voici un témoignage assez caractéristique des propos tenus. C'est une déposition d'un témoin nommé Mahatranga, à l'instruction des nommés Fonsira et Sombila, inculpés initialement de menées anti-nationales par le parquet de Fort-Dauphin :

« Ils ont dit (Fonsira et Sombila donc) le 26 janvier 1946 : nous ne dépendons plus de la France, mais relevons de Raseta. Nous ne fournirons plus de lait pour la ville d'Isoanala comme nous n'assurerons plus la garde des bureaux administratifs ».

« Nous avons bien reçu les ordres sur les travaux des rizières de Mananovy, mais je vous déclare que les gens de mon village n'y travailleront pas. Nous ne servons plus la France parce que Madagascar aura son indépendance » (5).

Jacques Tronchon dans son livre-pionnier sur « l'insurrection malgache de 1947 » parlant de la situation de Madagascar au début de 1947 juge qu'elle est « explosive » et qu'à « la veille de l'insurrection, les prisons de Madagascar sont comblées ».

L'attaque de la prison civile figurait aussi sur le plan, pour libérer les détenus surtout les politiques (appartenant donc au M.D.R.M.), tout comme l'attaque de la caserne militaire.

Dans son interrogatoire, Ralahatsindaha Jacob, membre du comité du M.D.R.M. de Fort-Dauphin, rapportait ces paroles de Ramaromisa Raoul :

« Je vais, aurait-il dit, recruter des maquisards de la Rénovation à Fort-Dauphin et à ce sujet, je peux compter sur les détenus Monja Jaona et Ialison. Ils sont très écoutés des Antandroy ».

---

(4) Minute du chef de poste de Beloha du 1er novembre 1946.

(5) Minute du chef de poste de Beloha du 1er novembre 1946.

Si tels ont été donc succinctement les préparatifs, on ne peut que s'étonner devant la non-explosion du soulèvement dans cette partie de l'île d'autant plus que les témoignages attestent l'arrivée de plus de soixante personnes armées dans le lieu de rendez-vous d'Ambinanikely.

Il y eut même des personnes qui ont apporté des « cordons Bicford, plus de trente dynamites et une dizaine de détonateurs » (6) mais qu'ils se sont éparpillés à partir d'une heure du matin.

C'est surtout la partie orientale de Madagascar qui a été le théâtre des opérations, avec comme principaux centres de soulèvement Moramanga et Manakara, là précisément où s'était développée la société secrète JINY.

Cette société secrète y a mené un travail en profondeur dans les plantations de café des régions environnantes : une formation idéologique intense des jeunes, leur organisation et leur entraînement à la lutte politique.

Les membres de la société secrète JINY d'avant juillet 1946, notamment dans la région de Manakara, s'étaient appliqués à créer les conditions d'un soutien populaire à la lutte armée qui sera menée par des groupes, certes réduits, mais soutenus largement par des sympathisants politiquement préparés et devant au cours de la lutte, prendre davantage part aux tâches globales de Libération.

Les péripéties du soulèvement dans cette région ont démontré l'impact de ce travail. Plusieurs milliers de personnes se sont levées à leur appel et ont pris le maquis.

Pour les autres régions comme pour la région de Fort-Dauphin, le soulèvement a été désamorcé par ceux-là même qui l'ont préparé (7).

Le choix du titre, « La préparation de la révolte de 1947 dans la région de Fort-Dauphin » répond à une double nécessité historique :

- expliquer et comprendre pourquoi cette révolte n'a pas éclaté dans les régions autres que la façade orientale ;
- démontrer et saisir le rôle de la bourgeoisie merina car elle encombre depuis plusieurs décennies toute notre vie nationale.

A partir de la seconde moitié de 1946, la petite bourgeoisie merina domine à l'intérieur de la société secrète JINY et au sein de l'Etat-Major commun.

Les préparatifs pour Fort-Dauphin nous ont montré l'absence de travail politique et idéologique en profondeur comme si on voulait entamer cette lutte armée sans cette préparation politique et idéologique. Bien sûr les uns diront qu'il y a eu préparation, mais on avait seulement préparé le Malgache à contester le Vazaha, et c'est tout. C'est comme si les cadres voulaient se poser en exemples et entraîner le peuple citadin et le paysan à une contestation sans une perspective de soulèvement réel.

---

(6) Témoignage de Ramaromisa Raoul.

(7) *Ibid.*

Ainsi on devait faire sortir Monja Jaona, Vonteraka et lalison car « ils sont très écoutés des Antandroy ».

Ainsi c'est à partir du 25 mars seulement qu'on commençait à recruter les tirailleurs, qui seraient les encadreurs, contrairement à ce qui s'était passé dans la région de Manakara et Moramanga.

Tsiazò, un sergent-chef du 2ème Bataillon stationné à Fort-Dauphin, déclarait dans sa déposition :

« On nous a dit que nous n'avions rien à craindre car l'attaque était générale dans tout Madagascar, que les Vazaha ignoraient cette attaque et qu'à Fort-Dauphin, les tirailleurs nous aideraient ».

Aussi l'échec et la faillite de la révolte de 1947 renvoient-ils à un problème théorique : est-ce que l'exploitation et la misère engendrent nécessairement la révolte et la révolution.

Pour comprendre 1947, il nous faut donc insister sur le rôle, l'action ambivalente de la petite et de la grande bourgeoisie merina, bourgeoisie qui s'est toujours trouvée à la tête du mouvement de Libération nationale malgache, dans le cas de 1947, en participant d'un côté au développement d'un parti légal et de l'autre à l'établissement d'une infrastructure clandestine au sein de la population.

Or cette bourgeoisie n'a pas été « capable de se suicider comme classe pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée aux aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient ».

Son rôle et son action ont été déterminés par son ambivalence : pseudo-« agent révolutionnaire et fourrier du néo-colonialisme », car ses atermoiements n'ont d'égal que ses lacunes idéologiques et tactiques. C'est elle qui a toujours faussé l'Histoire du Mouvement populaire à Madagascar.

\*  
\* \*

La genèse, l'évolution et l'analyse sociale du mouvement de 1947 démentent cette argumentation d'origine hégélienne selon laquelle « la plus pauvre des classes pauvres de l'histoire serait d'autant plus révolutionnaire qu'elle est misérable ». En effet, il n'en est rien, les plus accablés sont souvent les plus soumis.

Mais si pour Marx et Lénine, à propos de la Commune, ce qui faisait défaut au prolétariat en 1870, c'est bien un parti capable de diriger la révolution, il en fut de même pour la révolte de 1947. Une lutte de libération suppose une conscience. Cette conscience ne peut venir à la classe opprimée qu'à travers la couche de la population, qui de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, degré d'instruction et de culture politique, etc...) a pris rapidement conscience de se libérer de la domination et de l'exploitation coloniales.

Vues les conditions socio-politico-économiques et culturelles de la colonisation, le prolétariat rural comme urbain pouvait plus difficilement que d'autres donner naissance à « cette couche intellectuelle organique » pour reprendre l'expression de Gramsci. Cette tâche était donc dévolue à une fraction de la bourgeoisie merina surtout.

L'entrée en masse des Malgaches dans le parti M.D.R.M. et leur participation massive lors des élections, ne peut se comprendre alors qu'en ce sens : le M.D.R.M. était une alternative, sa création se présentait à un moment où se manifestait un formidable mécontentement populaire. Le « non-parlementarisme de parti » de ses débuts rejoignait le désir d'indépendance immédiate du peuple.

Mais force est d'admettre que par la suite « le parlementarisme de notabilités » des dirigeants M.D.R.M. était en contradiction avec le désir d'indépendance immédiate du peuple. La politique de ces dirigeants dictée par cette position de « parlementarisme de notabilités » s'était débattue dans des contradictions : d'une part, on jette ici et là que l'indépendance, on ne peut l'avoir que par la force, et Rabemananjara et Raseta se détachaient de leurs compagnons du bureau politique et se faisaient surtout remarquer par la virulence de leurs propos ; d'autre part, à Paris notamment, on déclarait qu'on veut négocier une indépendance au sein de l'Union française (voir la conférence de Ravaohangy à l'hôtel Lutetia). Et c'est cette tergiversation des dirigeants qui sera à la base du redéploiement d'activité des sociétés secrètes, activité pensée et menée cette fois-ci par une partie de la bourgeoisie merina « jusqu'au boutiste ».